



## Les exigences augmentent-elles réellement?

Ces dernières décennies, le marché du travail a généré principalement des emplois aux profils hautement qualifiés. Dans le même temps, il y a de plus en plus de diplômés universitaires. Difficile toutefois de savoir si cette réalité correspond à un véritable besoin du marché du travail.

Par Daniel Fleischmann, rédacteur de PANORAMA

Lancée par les partenaires de la formation professionnelle, l'initiative «Formation professionnelle 2030» repose sur l'analyse de neuf mégatendances amenées à façonner la société et le monde du travail dans les prochaines années: la numérisation, les changements démographiques, les défis que pose l'utilisation efficace des ressources, etc. La hausse des exigences professionnelles y figure aussi. Comme le relève le «Rapport de base relatif à la Vision 2030», les entreprises font de plus en plus appel à du personnel qualifié et le niveau de formation des salariés est toujours plus élevé.

Le phénomène est attesté. Alors qu'entre 2001 et 2016 la population résidente active a augmenté de 650 000 per-

sonnes, la croissance a été particulièrement grande dans les catégories professionnelles qui requièrent un niveau de formation supérieur (+727 000): fonctions dirigeantes, métiers intellectuels et scientifiques, professions intermédiaires techniques et non techniques. Ces professions en plein essor se caractérisent par des activités analytiques, créatives ou interactives, liées à des tâches de coordination, de gestion, de recherche ou encore d'enseignement. Ici, la technologie ne remplace pas l'être humain, mais le seconde et augmente ainsi sa productivité.

Parallèlement, alors que la production industrielle est de plus en plus automatisée et déléguée à des robots, la gestion ad-

ministrative est confiée à des logiciels, voire transférée dans des pays où les coûts salariaux sont moins élevés. L'emploi a surtout diminué dans les métiers artisanaux de l'industrie – notamment dans les secteurs du textile et de l'habillement, du bois, de l'imprimerie ou encore des machines et des métaux – ainsi qu'au sein des professions commerciales et administratives, en particulier dans les fonctions subalternes.

### De plus en plus de diplômés du degré tertiaire

Ces changements se reflètent dans le niveau global de formation: en 1996, 22% de la population active possédait un diplôme du degré tertiaire, contre 43% aujourd'hui;

cette tendance touche surtout les jeunes et les femmes (résultats tirés de l'ESPA). Sans surprise, seuls les diplômés des hautes écoles ont vu leur nombre augmenter entre 2006 et 2015. En équivalents plein temps, ce groupe a plus que doublé (+115%), alors que le nombre de postes occupés par les autres catégories est en recul, malgré l'expansion du marché du travail (diplômés de la formation professionnelle supérieure: -3%; diplômés de la formation professionnelle initiale: -7%; personnes sans formation postobligatoire: -7%).

### Les offres d'emploi comme indicateur

Ce besoin élevé de professionnels formés au degré tertiaire se reflète également dans les offres d'emploi. Pour PANORAMA, le Moniteur suisse du marché de l'emploi de l'Université de Zurich a procédé à une évaluation. Selon cette dernière, la proportion d'offres d'emploi nécessitant une formation du degré secondaire II s'élève aujourd'hui à plus de 43% (début des années 1990: 35%). Il y a 30 ans, seule une annonce sur dix exigeait une formation du degré tertiaire, contre quatre sur dix aujourd'hui (cf. graphique). Pour Ann-Sophie Gnehm, auteure de l'évaluation, cette évolution (*upskilling*) existe depuis des décennies. Elle va de pair avec l'augmentation d'autres exigences clés (expérience, *soft skills*, maîtrise informatique, etc.) et touche d'importants segments du marché du travail. «Une analyse par secteur ou par profession montre que la hausse des exigences est particulièrement forte là où elles étaient plutôt rudimentaires au début des années 1990, par exemple dans le commerce, la vente ou encore l'hôtellerie, relève la chercheuse. Tous les secteurs sont désormais concernés. Seule une toute petite partie du marché du travail présente encore de faibles besoins en qualifications.»

### Besoins réels reflétés par l'immigration

L'augmentation du nombre de diplômés du degré tertiaire correspond donc à un besoin réel de l'économie, comme le

montre également l'immigration. Jusqu'au début des années 1990, plus de 50% des travailleurs migrants n'avaient qu'un diplôme de fin de scolarité obligatoire. Aujourd'hui, ce taux est inférieur à 20%. Par ailleurs, plus de la moitié de cette population possède désormais un diplôme du degré tertiaire. «Ce changement n'est pas dû au hasard, précise le professeur bâlois George Sheldon. Le profil de qualification de l'immigration reflète les besoins réels du marché du travail.» Selon George Sheldon, deux effets en sont la cause: l'«effet technique» (développements technologiques et surtout numériques impliquant un niveau de formation élevé) et l'«effet structurel», qui a conduit à une division du travail toujours plus différenciée et transposable à l'échelle mondiale. Dans ce contexte, les activités répétitives sont transférées dans des pays où les coûts salariaux sont faibles, laissant la place à une proportion croissante d'emplois aux profils plus pointus.

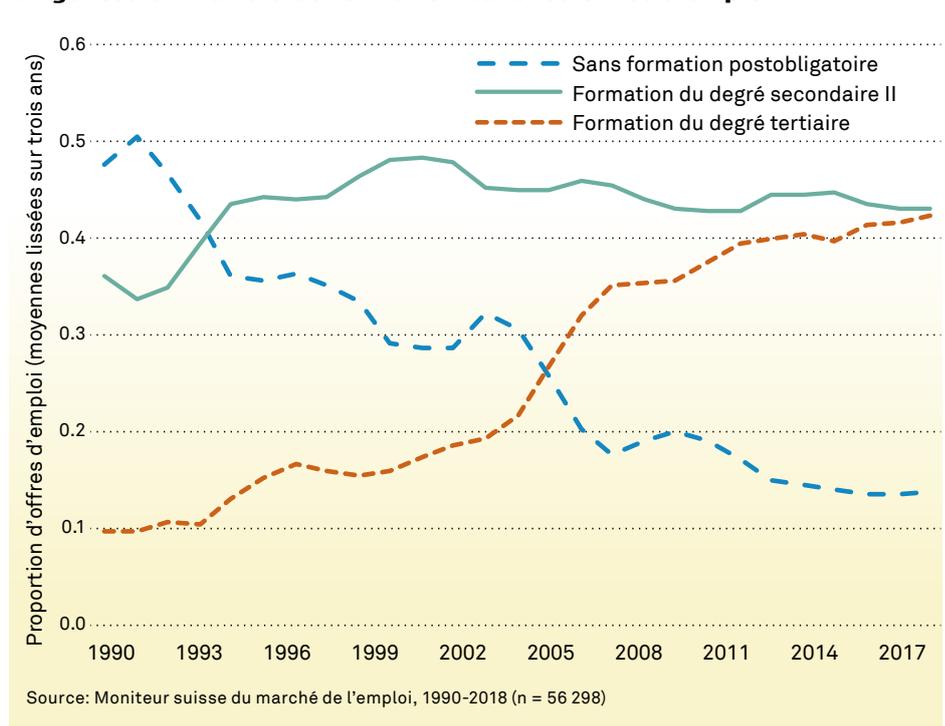
Il y a deux ans, George Sheldon a rédigé pour le Département des affaires sociales de la ville de Zurich une étude relative au développement des perspec-

tives d'emploi des travailleurs peu qualifiés en Suisse. Sa conclusion: ces perspectives se sont nettement détériorées au cours des 20 dernières années. «Dans les années 1970, plus de 40% de la population active n'avait pas terminé de formation professionnelle, mais elle n'était que rarement touchée par le chômage. Aujourd'hui, 15% de l'ensemble des travailleurs n'ont toujours pas de formation professionnelle et se retrouvent souvent sans emploi», explique le professeur.

### Flou statistique

Bien qu'évidentes, ces évolutions ne répondent pas à la question des besoins spécifiques en qualifications nécessaires à l'économie. Même s'il est démontré que les entreprises ont besoin de collaborateurs au bénéfice d'un diplôme du degré tertiaire, les enquêtes en la matière (ESPA, par exemple) ne disent pas s'il s'agit de personnes formées dans une haute école ou dans le cadre d'une formation professionnelle supérieure (FPS). C'est aussi le cas du rapport «Évolution démographique et conséquences pour l'ensemble du domaine de la formation», établi par le Conseil fédéral. Selon lui, près de 60% des immigrants

**Exigences en matière de formation dans les offres d'emploi**



venus dans le cadre de l'accord sur la libre circulation des personnes possèdent une formation de degré tertiaire.

### **Les hautes écoles ont le vent en poupe**

Pour l'économiste Rudolf Strahm, le passage à une société toujours plus axée sur le savoir n'est pas synonyme d'académisation, mais d'une plus grande pénétration de nouvelles compétences dans tous les secteurs (surtout en informatique). Et cela même si la hausse des exigences n'a profité qu'aux hautes écoles: depuis 2004, le nombre de diplômés délivrés au niveau de la FPS stagne (2018: 28 400), alors que dans les HES, il est passé de 6300 à 13 700 bachelors et 3300 masters. Dans les universités et sans tenir compte des bachelors, l'augmentation est plus modérée: en 2004, on comptait 10 000 titulaires d'une licence ou d'un master, contre 14 300 en 2018. Le nombre de doctorats délivrés a également progressé, passant de 2800 en 2004 à 4200 en 2018. La statistique de la population confirme la stagnation du nombre de diplômés de la FPS, ce qui explique pourquoi l'économie a autant de peine à recruter dans cette catégorie de travailleurs. Au cours du deuxième trimestre 2019, 21% des entreprises ont déclaré avoir eu des difficultés à trouver du personnel qualifié (certaines n'en ont même pas trouvé du tout), 13% ont réussi à pourvoir facilement leurs postes, 48% n'ont pas cherché de nouveaux employés et 18% n'ont pas répondu.

Une étude allemande montre que cette tendance à l'académisation passe en partie à côté des besoins du marché du travail. Sur la base de 18 études de cas dans les secteurs de la métallurgie, de l'électricité, du commerce de détail et des technologies de l'information et de la communication, cette analyse a identifié les besoins réels en qualifications. Elle est parvenue à la conclusion que ce ne sont bien souvent pas les entreprises qui poussent à la formation dans l'enseignement supérieur. Au contraire, les responsables RH ou les patrons interrogés sont nombreux à affirmer que ce sont les

jeunes eux-mêmes, en particulier les gymnasiens les plus doués, qui visent un diplôme plus élevé. Pour rester attractives, beaucoup d'entreprises proposent des formations duales au degré tertiaire, sans toujours savoir si elles auront vraiment besoin de professionnels formés à ce niveau. Selon Rudolf Strahm, la dynamique de la formation est dominée par un facteur d'influence *push* (titre, prestige, concurrence des prestataires de formations supérieures, reconnaissance sociale), bien plus séduisant que le facteur d'attraction *pull* des entreprises, qui intervient après un cursus universitaire.

### **Pas d'upskilling pour l'IFFP...**

Au Centre pour le développement des métiers de l'IFFP, qui réalise chaque année une trentaine d'analyses au niveau de la formation professionnelle initiale et supérieure, on n'observe pas de hausse des exigences. «Dans l'ensemble, nous ne constatons pas d'*upskilling* dans les champs d'activité analysés. À quelques exceptions près, les métiers ne deviennent pas plus exigeants», souligne Serge Chobaz, responsable de domaine. Mais il y a quand même des changements dans les exigences: les spécificités liées à la profession sont complétées par des compétences transversales, avec une prise de conscience accrue de la qualité à tous les niveaux. «À cet égard, le dossier de formation ou encore les rapports semestriels sont désormais utilisés de manière beaucoup plus systématique», précise le responsable.

### **... ni pour certaines OrTra**

L'Union professionnelle suisse de l'automobile (UPSA) ne constate pas non plus d'*upskilling* parmi les différentes formations qu'elle gère, et cela à tous les niveaux. «Les voitures ont toujours évolué, aujourd'hui plus que jamais, sans pour autant que cela implique davantage d'exigences, relève Olivier Maeder, directeur de l'UPSA. Ces dernières se sont par contre déplacées: avec l'arrivée des systèmes de gestion des moteurs, les compétences en électronique ont pris le pas sur celles en mécanique.» Lors de la révision des forma-

tions professionnelles initiales, il est apparu que le haut niveau de maths demandé au test d'aptitudes n'était plus adapté à la réalité; idem pour le français. «Nous avons baissé le niveau dans ces branches et, en contrepartie, fait ressortir d'autres qualités requises telles que l'esprit logique et la capacité de représentation spatiale», explique le directeur. Pour répondre aux développements technologiques, l'UPSA ne passe pas par le relèvement des exigences au sein de ses formations, mais par la mise à jour des compétences exigées. Dans le domaine automobile, les formations en haute école sont tout au plus nécessaires pour les postes de direction.

Chez Swissmem, pas besoin de faire appel à davantage de spécialistes universitaires. Dans l'industrie MEM, le soutien technique est généralement assuré par des techniciens ES et par des ingénieurs HES ou EPF. «Notre secteur est confronté à une pénurie de personnel qualifié, tant chez les ingénieurs que chez les techniciens. Au niveau de la production, l'apprentissage restera toujours le meilleur moyen d'attirer des professionnels», déclare Sonja Studer, responsable de la formation. Essentielle, la formation professionnelle initiale constitue un enjeu clé pour Swissmem. «Nous adaptons constamment les exigences à l'évolution technologique, en veillant à ne pas systématiquement les relever, relève la responsable. Malgré cela, beaucoup de nos entreprises ont de plus en plus de mal à trouver des apprentis.» Un phénomène qui accroît encore cette pénurie, non pas par carence d'universitaires, mais par manque de personnes qui ont appris un métier.